PROTOCOLE APPROUVÉ PAR LA COUR
USAGE DE DROGUES INTRAVEINEUSES SANS ORDONNANCE

(version 2024 - sans nouvelle modification)

Le présent protocole s'applique aux articles 3.01(1)(c) et (3), 3.02(1)(a) et (c) et (2) ou 3.05(5) du Régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC, aux articles 3.01(1)(c) et (3), 3.02(1)(a) et (c) et (2) ou 3.04(5) du Régime à l'intention des hémophiles infectés par le VHC et aux paragraphes 3.01Tran(1)(c) et (3), 3.01Hemo(1)(c) et (3), 3.02(1)(a) et (c) et 2, 3.05(5)(Tran) et 3.05(5)(Hemo) du Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives au titre du VHC.

1. Ce protocole s'applique :
 - (a) lorsqu'il y a une admission à l'effet que la personne qui prétend être une Personne Infectée par le VHC a fait usage de drogue intraveineuse sans ordonnance ;
 - (b) lorsqu'il n'y a pas de déclaration à l'effet que la personne qui prétend être infectée par le VHC n'a jamais fait usage de drogue intraveineuse sans ordonnance mentionnée aux paragraphes 3.01(1)(c), 3.02(1)(c) ou 3.05(5) du régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC, des paragraphes 3.01(1)(c), 3.02(1)(c) ou 3.04(5) du régime à l'intention des hémophiles infectés par le VHC ou aux paragraphes 3.01Tran(1)(c), 3.01Hemo(1)(c), 3.02(1)(c), 3.05(5)(Tran) ou 3.05(5)(Hemo) du régime d'indemnisation des réclamations tardives au titre du VHC; ou
 - (c) lorsque, malgré la réception d'une déclaration selon laquelle la personne qui prétend être infectée par le VHC n'a jamais fait usage de drogues intraveineuses sans ordonnance, il existe une preuve que cette personne a fait usage de drogue intraveineuse sans ordonnance.

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ LORSQUE LE PRÉSENT PROTOCOLE S'APPLIQUE

2. L'Administrateur doit être convaincu, selon la prépondérance des probabilités, que :
 - (a) l'Hémophile directement infecté (ou la personne atteinte de thalassémie majeure) a été infecté par le VHC pour la première fois par suite de la réception de Sang ou Sang (Hémophile) (selon le régime applicable) reçu au Canada ; ou
 - (b) la Personne directement infectée ou la Personne indirectement infectée a été infectée par le VHC pour la première fois :
 - (i) par une transfusion de Sang ou Sang (Transfusé) (en vertu du régime applicable) reçue au Canada au cours de la Période visée par les recours collectifs ;
 - (ii) par un Conjoint qui est : une Personne directement infectée / un Hémophile directement infecté / une Personne directement infectée qui s'exclut / un Hémophile directement infecté qui s'exclut ; ou

- (iii) par un Parent qui est une Personne infectée par le VHC / une Personne infectée par le VHC qui s'exclut;

selon le cas.

- 3. Le fardeau de la preuve d'admissibilité repose sur le réclamant. L'Administrateur aide le réclamant en lui expliquant le type de preuve qui sera utile pour s'acquitter de ce fardeau selon le présent protocole.

PROCÉDURE D'ENQUÊTE

- 4. L'Administrateur procède à une enquête en vertu du *Protocole relatif aux critères de la procédure d'enquête* ou du *Protocole relatif aux conditions d'admissibilité et d'enquête pour les Personnes indirectement infectées*, à moins que
 - (a) dans le cas d'un Hémophile directement infecté (ou d'une personne atteinte de thalassémie majeure), la Personne infectée par le VHC était un receveur régulier de Sang ou de Sang (Hémophile) (selon le régime applicable) avant d'atteindre l'âge de 18 ans ; ou
 - (b) dans le cas d'une personne qui prétend être une Personne indirectement infectée, celle-ci n'a aucun antécédent de transfusion sanguine.
- 5. Si ni le *Protocole sur les critères de la procédure d'enquête* ni le *Protocole sur les conditions d'admissibilité et d'enquête pour les Personnes indirectement infectées* ne s'appliquent, l'Administrateur effectue les enquêtes complémentaires requises par le paragraphe 8 ci-dessous.
- 6. Si le résultat d'une enquête effectuée selon le paragraphe 4 ci-dessus est tel que le protocole d'enquête applicable exige que l'Administrateur rejette la réclamation ou la réclamation tardive de la Personne infectée par le VHC, l'Administrateur rejettera la réclamation ou la réclamation tardive.
- 7. L'Administrateur ne peut pas accepter une réclamation ou une réclamation tardive lorsque ce protocole s'applique sur la seule base des résultats d'une enquête effectuée selon le paragraphe 4 sans effectuer les investigations complémentaires requises par les dispositions du paragraphe 8 ci-dessous.

INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES

- 8. Si la réclamation ou la réclamation tardive n'est pas rejetée conformément au protocole d'enquête applicable, l'Administrateur doit procéder aux investigations complémentaires suivantes :
 - (a) obtenir les informations et dossiers supplémentaires conformément à l'article 3.03 du régime applicable que l'administrateur estime nécessaires, à son entière discrétion, afin de lui permettre de prendre une décision éclairée ; et
 - (b) obtenir l'avis d'un médecin spécialiste expérimenté dans le traitement et le diagnostic du VHC à savoir si l'infection par le VHC et l'évolution de la maladie de la personne qui prétend être infectée par le VHC sont plus compatibles avec une

infection au moment de la réception de Sang ou de Sang (Hémophile) (selon le régime applicable), de la ou des transfusions de Sang ou de Sang (Transfusé) de la période visée (aux termes du régime applicable) ou de l'infection secondaire ou plus compatibles avec une infection au moment de l'usage de drogues intraveineuses sans ordonnance, et ce, à la lumière de l'ensemble de la preuve médicale.

9. L'Administrateur évalue l'ensemble de la preuve obtenue, y compris la preuve obtenue lors des investigations complémentaires requises par les dispositions du présent protocole, et détermine si, selon la prépondérance des probabilités, la personne qui prétend être une Personne infectée par le VHC a rencontré les critères d'admissibilité.
10. En soupesant la preuve selon le présent protocole, l'Administrateur doit être convaincu que l'ensemble de la preuve est suffisamment complet dans toutes les circonstances du cas particulier pour lui permettre de prendre une décision. Si l'Administrateur n'est pas convaincu que la preuve est suffisamment complète dans toutes les circonstances du cas particulier pour lui permettre de prendre une décision, il rejette la réclamation ou la réclamation tardive.

EXEMPLES D'INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES

11. Voici quelques exemples de preuve que l'Administrateur peut exiger pour éclairer sa décision :
 - (a) un examen médical indépendant auprès d'un médecin choisi par l'Administrateur, afin d'obtenir un avis sur toute question médicale qui, selon l'Administrateur, l'aidera à prendre sa décision ;
 - (b) les dossiers médicaux et cliniques de toutes les hospitalisations et de tous les médecins traitants de la personne qui prétend être une Personne infectée par le VHC pour la période que l'Administrateur juge pertinente ;
 - (c) les antécédents de don, l'information sur les maladies transmissibles, les codes d'exclusion ou les résultats de toute analyse rétrospective concernant le Sang donné par la personne qui prétend être une Personne infectée par le VHC, disponibles auprès de la Société canadienne du Sang et/ou d'Héma-Québec ;
 - (d) une déclaration solennelle de la personne qui prétend être une Personne infectée par le VHC et d'une personne qui la connaissait au moment où elle a fait usage de drogue intraveineuse sans ordonnance décrivant :
 - (i) si les accessoires utilisés pour l'injection de drogue étaient stériles ;
 - (ii) si la personne qui prétend être une Personne infectée par le VHC a partagé des seringues ; et
 - (iii) la meilleure estimation du nombre d'occasions et de la période de temps durant laquelle la personne qui prétend être une Personne infectée par le VHC a fait usage de drogue intraveineuse sans ordonnance ;

- (e) un consentement à effectuer une recherche dans les antécédents judiciaires de la personne qui prétend être une Personne infectée par le VHC ; et
- (f) une déclaration solennelle ou un interrogatoire de toute personne qui, selon l'Administrateur, peut avoir des connaissances sur l'usage de drogue intraveineuse sans ordonnance par la personne qui prétend être une Personne infectée par le VHC ou sur l'évolution de la maladie de cette dernière.

RÉSULTATS DES INVESTIGATIONS

12. Bien qu'aucun de ces facteurs ne puisse être concluant dans un cas particulier parce que l'Administrateur doit considérer l'ensemble de la preuve, les facteurs suivants sont des exemples de preuves qui appuieraient une conclusion selon laquelle la personne qui prétend être une personne infectée par le VHC est admissible :
- (a) l'identification d'une transfusion de Sang ou de Sang (Transfusé) dans la période visée (en vertu du régime applicable) provenant d'un donneur positif pour les anticorps du VHC ;
 - (b) la Personne infectée par le VHC était âgée de moins de 18 ans au moment de la réception de Sang ou de Sang (Hémophile) (aux termes du régime applicable) ou des transfusions de Sang ou de Sang (Transfusé) durant la période visée par les recours collectifs (aux termes du régime applicable) ;
 - (c) des preuves fiables établissent que l'usage de drogue intraveineuse sans ordonnance a eu lieu après le 1er juillet 1990 ;
 - (d) une évolution de l'infection au VHC qui est plus cohérente dans le temps avec :
 - (i) la réception de Sang ou de Sang (Hémophile) (dans le cadre du régime applicable) pour l'Hémophile directement infecté (ou la personne atteinte de Thalassémie majeure) ;
 - (ii) une ou des Transfusion(s) de Sang ou de Sang (Transfusé) (en vertu du régime applicable) durant la période visée par les recours collectifs pour laquelle un donneur positif à la détection d'anticorps du VHC a été identifié ou pour laquelle le statut du donneur demeure inconnu ; ou
 - (iii) l'infection indirecte alléguée ;qu'avec la période d'usage de drogue intraveineuse sans ordonnance ;
 - (e) une preuve raisonnablement fiable que les antécédents d'usage de drogues intraveineuses sans ordonnance sont postérieurs à la réception de Sang ou de Sang (Hémophile) (en vertu du régime applicable) pour l'Hémophile directement infecté (ou la personne atteinte de Thalassémie majeure), ou à la date des transfusions de Sang ou de Sang (Transfusé) de la période visée par les recours collectifs (en vertu du régime applicable) pour la Personne directement infectée, ou à la date de l'infection indirecte alléguée pour la Personne indirectement infectée ;

- (f) une preuve raisonnablement fiable que l'usage de drogue intraveineuse sans ordonnance a été limitée à une seule occasion et a été effectuée avec du matériel stérile qui n'a pas été partagé ; et
 - (g) aucun antécédent médical d'hépatite non spécifiée, d'hépatite B ou d'hépatite non-A non-B avant la date de réception de Sang ou de Sang (Hémophile) (en vertu du régime applicable) pour l'Hémophile directement infecté (ou la personne atteinte de Thalassémie majeure), de la ou des transfusions de Sang ou de Sang (Transfusé) durant la période visée par les recours collectifs (en vertu du régime applicable) pour la Personne directement infectée ou la date de l'infection indirecte alléguée pour la Personne indirectement infectée.
13. Bien qu'aucun de ces facteurs ne puisse être concluant dans un cas particulier parce que l'Administrateur doit considérer l'ensemble de la preuve, voici des exemples de preuves qui n'appuieraient pas une conclusion selon laquelle la personne qui prétend être une Personne infectée par le VHC est admissible :
- (a) le défaut d'identifier une transfusion de Sang ou une transfusion de Sang (Transfusé) durant la période visée par les recours collectifs (en vertu du régime applicable) pour la Personne directement infectée provenant d'un donneur positif à la détection d'anticorps du VHC ;
 - (b) un historique de maladie du VHC qui correspond davantage à une infection au moment de l'utilisation de drogues intraveineuses sans ordonnance qu'au moment de :
 - (i) la réception de Sang ou de Sang (Hémophile) (dans le cadre du régime applicable) pour l'Hémophile directement infecté (ou la personne atteinte de Thalassémie majeure) ;
 - (ii) une ou des Transfusion(s) de Sang ou de Sang (Transfusé) (en vertu du régime applicable) durant la période visée par les recours collectifs pour laquelle un donneur positif à la détection d'anticorps du VHC a été identifié ou pour laquelle le statut du donneur demeure inconnu; ou
 - (iii) l'infection indirecte alléguée;
 - (c) une preuve raisonnablement fiable que l'usage de drogue intraveineuse sans ordonnance a eu lieu à plusieurs reprises ou a été effectué avec du matériel non stérile ou partagé ;
 - (d) des antécédents médicaux d'hépatite non spécifiée, d'hépatite B ou d'hépatite non-A non-B avant la date de réception de Sang ou de Sang (Hémophile) (en vertu du régime applicable) pour l'Hémophile directement infecté (ou la personne atteinte de Thalassémie majeure), de la ou des transfusions de Sang ou de Sang (Transfusé) durant la période visée par les recours collectifs (en vertu du régime applicable) pour la Personne directement infectée, ou la date de l'infection indirecte alléguée pour la Personne indirectement infectée ;
 - (e) le refus de permettre à l'Administrateur d'interroger toute personne qui, de l'avis de l'Administrateur, peut avoir eu connaissance de l'usage de drogue

intraveineuse sans ordonnance ou des antécédents de maladie de la Personne infectée par le VHC ;

- (f) un dossier de donneur de la SCS ou d'Héma-Québec qui indique que la Personne infectée par le VHC :
 - (i) testé positif à la détection d'anticorps de l'hépatite B ; ou
 - (ii) a donné du sang avant la période visée par les recours collectifs et que les dons de sang antérieurs à la période visée par les recours collectifs ou les receveurs des dons de sang antérieurs à la période visée par les recours collectifs ont par la suite obtenu un résultat positif à la détection d'anticorps du VHC ; et
- (g) le dossier correspond de toute autre façon à une infection par le VHC par usage de drogue intraveineuse sans ordonnance avant la réception de Sang ou de Sang (Hémophile) (en vertu du régime applicable) pour l'Hémophile directement infecté (ou la personne atteinte de Thalassémie majeure), de la ou des transfusions de Sang ou de Sang (Transfusé) durant la période visée par les recours collectifs pour la Personne directement infectée, ou la date de l'infection indirecte alléguée pour la Personne indirectement infectée.